

Déclaration liminaire SUD Recherche au CSAE INRAE du 19 mai 2026

Ah le joli mois de mai, l'églantine, le muguet, le retour des beaux jours, ses ponts, mais aussi les attaques sur les acquis sociaux des jours fériés et/ou chômés, ses folies guerrières et ses virus qui rôdent... SUD est totalement opposé à toute dérogation sur le travail du 1er mai, y compris sur la base d'un soi-disant volontariat. D'ailleurs, n'en déplaise à certain·es éditorialistes et politiques, la France n'a pas le plus grand nombre de jours fériés en Europe, tout juste à la moyenne, alors travailler toujours plus pour enrichir toujours les mêmes ça suffit !

Nombre de nos collègues sont pris dans l'étau du prix du carburant. Comment vivre en milieu rural ou en territoire où tout déplacement passe par la voiture faute de moyen de transport commun ? On pourrait, à courte vue, se féliciter des effets Carbone d'une telle sobriété forcée. Nous n'oublions pas que ce sont surtout les plus précaires qui en paient le prix fort. Nous pouvons aussi nous interroger sur l'effet de ces tarifs sur le coût de fonctionnement de nombre de nos unités, quel soutien auront-elles pour passer le cap alors que la parapluie "fluide" s'est arrêté cette année ? Les budgets s'en trouvent bousculés et avec les arbitrages douloureux entre activités de recherche (manip, CDD, doctorants, etc.) y compris celles financées sur appel à projet à coût fixé au lancement.

Toujours avec le souci de défendre les personnels les plus précaires, nous nous associons à la mobilisation actuelle pour la suppression du bien mal nommé programme 'Bienvenue en France' mettant en place des frais différenciés pour les étudiant·es extra-européen·nes. Déjà ciblé par la suppression des APL, cette nouvelle mesure, qui va multiplier par 15 ou 20 les frais d'inscriptions, va fortement impacter les étudiant·es extra-européen·nes et par conséquent nos laboratoires qui les accueillent chaque année en stage ou CDD. Oui, les universités françaises sont sous-financées (comme l'ensemble de l'ESR), et il est urgent d'y remédier. Mais pas en faisant peser cette responsabilité sur les étudiant·es étranger·ères, qui comptent déjà parmi les publics les plus précaires de l'enseignement supérieur, ni en donnant des gages à l'extrême droite.

Avec le retour de bâton anti écologique personnalisé par le sénateur FNSEA Duplomb à qui le président Macron a donné carte blanche, nous continuons à foncer vers le mur, tant sur le changement climatique que sur l'effondrement de la biodiversité. Le contexte et les orientations des recherches de l'INRAE sont, entre autres, sous la pression de :

- L'examen de la proposition de loi d'urgence agricole qui prend tous les désirs du syndicat agricole majoritaire pour des ordres, avec la levée des contraintes sur les méga-bassines et les méga-élevages, la ré-autorisation des pesticides interdits, la chasse aux écolos... ;
- En Europe c'est l'autorisation de la culture des NGT-« nouveaux OGM », sous la forme de variétés brevetées, qui sera soumise au vote du Parlement en juin. Alors qu'aucune preuve de concept d'avancées d'intérêt général par ces technologies n'est apportée, pourquoi cette décision irrationnelle qui ruinera un secteur semencier florissant gage d'indépendance de la France et de l'Europe ? Comme le montre la vidéo de la conférence SEMAE, [diffusée par SUD le 27 mars au personnel INRAE](#), qui brise l'omerta de l'unanimité pro-OGM de la « ferme France », tout le secteur semencier, sauf les multinationales, est contre le projet de loi de l'UE. Au titre de la mission d'appui aux politiques publiques, arrêtons ensemble cette folie !

Avec les pressions politiques inédites (cf le rapport néonicotinoïdes remis en octobre à la ministre de l'agriculture par la DS agriculture) nous savons la difficulté de tâche de la DG INRAE. Dans la tempête et face aux attaques contre les instituts et agences publics d'une partie du monde agricole qui marche sur la tête, le seul cap est celui d'une recherche au service de l'intérêt général pour une planète habitable. Dans les médias, avec les syndicats progressistes et les associations, SUD prend sa part dans la bataille en cours.

Enfin, nous avons basculé sous le régime de la PSC et d'une nouvelle possibilité de prévoyance, nous ne discutons pas des avantages et inconvénients de ces choix, mais nous tenons à avertir ici de la galère que rencontrent certains voir nombre de nos collègues pour seulement parler à une personne de la MGEN, c'est sans dire qu'elles ou ils ne peuvent dans ces conditions même pas avoir de réponse à leurs questions souvent légitimes.